

Balkans : Kouchner veut « bouger les frontières »

L'ex-ministre français des affaires étrangères est favorable à un échange de territoires entre Serbie et Kosovo

C'est une des rares voix internationales qui ose affirmer sans hésitation son soutien à un échange de territoire entre la Serbie et le Kosovo. Pour Bernard Kouchner, c'est tout simplement « une bonne solution ». L'ancien représentant spécial de l'ONU dans le pays, nommé juste après la guerre qui a déchiré cette ancienne région serbe en 1999, a affirmé au *Monde* qu'il appuyait les discussions explosives en cours entre Belgrade et Pristina sur le tracé de leurs frontières.

« On ne peut pas lutter contre le fait que [Aleksandar] Vučić [le président serbe] et [Hashim] Thaci [le président kosovar] sont d'accord sur un tel échange... Et qui sommes-nous pour nous y opposer et pour l'empêcher ? », plaide l'ex-ministre français des affaires étrangères. A 78 ans, l'ancien « French doctor » et cofondateur de Médecins sans frontières reste un très proche du président kosovar.

Longtemps tabou, l'éventualité d'échanger les municipalités à majorité serbe du nord du Kosovo, autour de Mitrovica, contre celles à majorité albanaise du sud de la Serbie dans la vallée de Presevo a subitement fait surface au cours de l'été. M. Thaci a expliqué qu'il était notamment en faveur de « corrections frontalières » afin d'obtenir un accord de normalisation avec Belgrade, qui refuse toujours de reconnaître l'indépendance de son ancienne région autonome, proclamée en février 2008.

M. Vučić a dans la foulée exprimé son soutien à une solution qui permettrait « une délimitation avec les Albanais ». Les deux hommes doivent se retrouver, vendredi 7 septembre, à Bruxelles pour une séance de négociation très attendue, sous l'égide de l'UE. Federica Mogherini, la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, leur a implicitement apporté son soutien en affirmant qu'elle approuverait un « accord mutuel ». Les États-Unis

ont aussi exprimé leur avis positif.

Bases ethniques

Cependant, cette perspective suscite une vague d'inquiétude au Kosovo et au sein de plusieurs capitales européennes. À Berlin, Angela Merkel a affirmé que « l'intégrité territoriale dans les Balkans est importante ». La chancelière craint notamment que ces discussions déstabilisent d'autres pays de la région, comme la Bosnie-Herzégovine, où les représentants de la minorité serbe prétendent aussi vouloir changer les frontières sur des bases ethniques.

Mais pour M. Kouchner, M^{me} Merkel « se trompe ». « Le dogme, c'est toujours de dire : on ne bouge pas les frontières. A chaque fois que j'ai bougé des frontières, on m'a dit que ça ne marcherait pas. Mais il faut bouger les frontières lorsque les gens sont d'accord ! », milite cet ardent défenseur du droit d'ingérence, qui soutient aussi une telle solution pour le Kurdistan irakien.

« Même après de tels échanges, il ne s'agira pas de blocs ethniques homogènes car il restera des Albanais au nord du Kosovo et des Serbes dans le reste du territoire, et cela permettra enfin une paix acceptable », estime-t-il. La Bosnie-Herzégovine est un cas différent, selon lui. « La condition pour un tel type d'échanges territoriaux est l'accord de toutes les parties, ce qui n'est pas le cas en Bosnie. »

La solution kosovare pourrait d'ailleurs obtenir l'accord d'Emmanuel Macron. Si Paris reste officiellement silencieux sur le sujet, l'Élysée soutient discrètement les négociations en coulisses. « Si la solution est portée par les deux pays, pourquoi ne pas la prendre comme base, même si l'on peut comprendre les craintes de certains de nos partenaires, à commencer par Angela Merkel, du risque de précédent. C'est pour cela qu'il faut rester prudent », avance-t-on dans l'entourage du président.

D'autant que M. Thaci apparaît

très isolé sur la scène politique kosovare. L'opposition et une grande partie de sa propre majorité ont exprimé leur opposition à tout échange de territoire, y compris le premier ministre, Ramush Haradinaj. Selon lui, ces discussions « sont une invitation pour de nouvelles tragédies dans les Balkans ».

Ces derniers jours, celui-ci s'est fait plus prudent et a affirmé qu'il

Ces discussions « sont une invitation pour de nouvelles tragédies dans les Balkans »

RAMUSH HARADINAJ
premier ministre kosovar

n'accepterait pas de céder des territoires du Nord-Kosovo, mais uniquement de reprendre ceux du Sud-Serbie, ce qui pourrait immédiatement clore les discussions avec M. Vučić. Mais M. Kouchner assure que son ami n'a pas pour autant vraiment renoncé. « Les Parlements veulent jouer leur rôle mais les oppositions au Kosovo sont une caricature. » Pour le fondateur de Médecins sans frontières, « nul n'est pressé, l'important est que cette idée soit sur la table, qu'elle soit actée et acceptée dans son essence comme principe politique ».

Il y aura des querelles

Pour lui, il n'y a de toute façon pas d'autre solution. « On a beaucoup essayé d'homogénéiser et de réunir les deux parties de Mitrovica, mais ça n'a pas marché », constate-t-il alors que les deux communautés vivent toujours séparément des deux côtés de la rivière Ibar. Si les combats ont cessé, la partie serbe est devenue une zone de non-droit en proie aux mafias faute d'institutions fonctionnelles. Les premiers accords de normalisation signés en 2013 entre Belgrade et Pristina n'y ont jamais été appliqués.

Mais comment faire pour tracer une nouvelle frontière quand, au sein même des municipalités à majorité serbe et albanaise, des habitants de l'autre communauté subsistent ? « La mise en œuvre sera difficile, et il y a aura des querelles autour de chaque ferme et de chaque village », reconnaît M. Kouchner. Faudra-t-il un référendum dans chaque zone ou chaque pays ? « C'est de la

tactique et de la stratégie à voir entre eux, mais je ne pense pas qu'il y ait d'opposition forte si on faisait voter les deux pays. »

L'ancien ministre des affaires étrangères écarte aussi les inquiétudes de plusieurs chancelleries sur de potentielles manœuvres russes derrière ce plan : « Vladimir Poutine aime les conflits gelés qui lui permettent d'avoir un levier, comme on l'a vu notamment en Géorgie. Or, une solution au Kosovo permettra à la Serbie d'aller vers l'UE. » Un constat partagé par l'Élysée : « Les Russes sont ambigus et préfèrent à bien des égards la situation actuelle. » ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND
ET MARC SEMO

LE CONTEXTE

INDÉPENDANCE

Neuf ans après l'intervention de l'OTAN et l'instauration d'un protectorat international sous l'égide de l'ONU, le Kosovo, ancienne région autonome du sud de la Serbie peuplée en majorité d'Albanais, proclame unilatéralement son indépendance en 2008 avec le soutien de Washington, Paris, Londres et Berlin. Désormais, 144 États membres de l'ONU sur 193 reconnaissent le Kosovo mais deux membres permanents du Conseil de sécurité - la Russie et la Chine - y sont opposés. C'est aussi le cas de cinq pays de l'UE : Chypre, Espagne, Grèce, Roumanie et Slovaquie.

